

Engagement de l'Etat Les régies financières passent à la caisse

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

C'ÉTAIT l'une des conditions non-négociables posées par les agents des régies financières pour une reprise effective du travail le lundi 2 octobre.

Ainsi que l'avait annoncé la secrétaire générale du ministère du Budget et des Comptes publics, Yolande Nyonda, jeudi au cours d'un point de presse, les agents des régies financières ont commencé à percevoir hier les primes à l'origine de la grève lancée plusieurs semaines avant et ayant paralysé l'ensemble de ce secteur financier important. Ce sont 8 milliards de FCFA promis (sur un total de 12



Photo : SNN

Après avoir observé un long et couteux mouvement de grève, les agents des régies financières sont passés...

milliards de francs) représentant un mois et demi d'arriérés de la Prime spécifique d'incitation à la performance (PSIP) et du Bonus des régies financières. Les autres 4 milliards

de francs seront soldés cette fin d'année 2017. Lors de la cérémonie d'installation du nouveau directeur général du Budget et des Finances publiques, Fabrice Andjoua Bongo On-



Photo : Wilfried MBINAH / L'Union

...dès hier à la caisse.

dimba, le ministre d'Etat en charge du Budget et des Comptes publics, Jean-Fidèle Otandault, s'est félicité du respect de cet engagement fort du gouvernement. Lequel a permis de décri-

per une crise, au demeurant, très coûteuse pour l'Etat. « Il faut que le ministère du Budget retrouve sa crédibilité auprès des partenaires sociaux. Je me réjouis que les engagements pris avec les

agents des régies financières aient été respectés avec le début des paiements ce jour. Il nous faut absolument rétablir le respect et la discipline qui doivent caractériser notre département», a martelé Jean-Fidèle Otandault à l'endroit de ses collaborateurs.

Sous réserve du respect de la parole du gouvernement, les syndicats se sont engagés à observer une trêve sociale d'une durée de deux ans. Pendant cette période, les organisations des personnels ont promis de renoncer à tout mouvement de grève, et de porter leurs revendications professionnelles à l'examen d'un Comité bipartite de suivi de la trêve sociale, qui sera créé par arrêté.

Distinction

Le FGIS primé à New York

MSM
Libreville/Gabon

LE Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) a reçu le prix du Fonds souverain africain de l'année décerné par le cabinet international Africa investor (Ai) durant le 11e sommet Africa investor CEO, qui s'est déroulé à New-York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le prix du "Fonds souverain africain de l'année" décerné au FGIS, sollicité par une dizaine d'entités, a été attribué sur la base de neuf critères, parmi lesquels

l'engagement à stimuler l'investissement en Afrique, la transparence, la bonne gouvernance et la performance financière.

« Nous sommes ravis de recevoir ce prestigieux prix qui souligne le travail acharné de notre équipe, ainsi que son engagement vers l'excellence. Cette année a été marquée par de nombreuses réalisations pour notre institution : des accords pour le développement de barrages hydro-électriques ont été signés et de nombreux autres projets sont sur le point de voir le jour. Nous remercions Africa investor pour cette récompense et pour le tra-



Photo : F.A.

Le directeur général du Fonds gabonais d'investissements stratégiques, Serge Thierry Mickoto.

vail que cette institution accomplit pour favoriser un climat propice à l'investissement en Afrique », a indi-

qué Serge Thierry Mickoto, l'administrateur-directeur général du FGIS.

Autour du thème "Croissance régionale africaine et rôle du capital à long terme", l'événement a réuni plus de 150 dirigeants, investisseurs institutionnels, leaders du marché des capitaux et régulateurs. Les prix "Ai Capital Market Index Series" récompensent les institutions africaines les plus performantes.

Le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) est le mandataire exclusif du Fonds souverain de la République gabonaise (FSRG), premier

fonds souverain d'Afrique centrale.

Créé en février 2012, le FGIS est un investisseur avisé qui prend des participations dans des entreprises nationales et étrangères, ou des fonds d'investissements capables de générer suffisamment de revenus pour se substituer à ceux dérivés du pétrole et ainsi contribuer la diversification de l'économie gabonaise. Le FGIS investit aujourd'hui dans des secteurs aussi variés que les infrastructures, l'énergie, l'agriculture, les assurances, les banques, la pêche...

Récupération du bois

La CGPMEI dénonce des "actes de vandalisme" du Caf

J.M
Libreville/Gabon

LE président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises et industries du Gabon, Emmanuel Zue Marcos Meye a animé, mercredi dernier, un point de presse afin de dénoncer, dit-il, les actes de vandalisme et d'abus d'autorité perpétrés par la mission de Contrôle aménagement forestier (Caf) à l'endroit des petits exploitants forestiers de la province du Woleu-Ntem.

« Ce qui se passe aujourd'hui dans le Woleu-Ntem est honteux et inadmissible. Pourquoi c'est honteux et inadmissible ? La structure qui a été mise en place pour contrôler l'aménagement forestier aujourd'hui se comporte en police des polices. Ça veut dire que dans le cadre de leur contrôle, ils prennent pour cible les responsables de l'administration des Eaux et forêts de la province. Et dans leur mission, ils débordent dans ce cadre-là pour interrompre les activités des forestiers qui se sont impliqués dans le domaine



Photo : D.R.

Le président de la CGPMEI du Gabon, Emmanuel Zue Marcos Meye .

de la récupération du bois », a-t-il indiqué, tout en rappelant que cette prérogative devrait être

pourtant confiée à la direction générale de la Forêt au sein du ministère éponyme.

Hormis les nombreux « débordements » du Caf, Emmanuel Zue Marcos a également accusé les ONG Brainforest et Conservation Justice d'être à l'origine de cette répression orchestrée contre les exploitants forestiers exerçant dans la province du Woleu-Ntem. Il en a profité pour démentir les conclusions du rapport produit par l'ONG Brainforest (après une mission dans cette province entre le 10 et 24 août) et faisant état de

l'irrégularité de 17 exploitants illégaux dans la province du Woleu-Ntem.

« Ce que Brainforest dit n'est pas fondé. La preuve est que la CGPMEI détient un certificat de cession en bonne et due forme. Nous avons payé près de 17 millions de francs à l'administration de façon légale. Nous avons exécuté une mission de recensement de bois et nous sommes aujourd'hui en train de récupérer notre bois. Il est inadmissible que nous soyons attaqués par cette ONG qui est, d'ailleurs, financée par des Occidentaux », a-t-il souligné.

NTIC

La 20^e édition d'Africacom en Afrique du Sud

F.A.
Libreville/Gabon

LES spécialistes de la technologie, de la télécommunication et des médias

vont se rencontrer du 7 au 9 novembre au Cap, en Afrique du Sud pour la 20^e édition de Africacom, l'un des événements les plus importants, dédié aux secteurs de la télécommunication, de la technologie et des médias, rapporte

l'agence Ecofin. Au cours de cette 20^e édition organisée par KNect365, les débats seront essentiellement tournés vers l'utilisation du numérique pour dynamiser les secteurs de l'économie africaine, et surtout

l'Internet, sur un continent de plus en plus connecté. L'événement, qui se décrit également comme une vitrine de l'avenir du digital africain, sera marqué par des expositions des nouvelles créations de l'éco-

système technologique africain. A cet effet, cette édition connaîtra le lancement d'AfricaCom 20/20, un tout nouveau salon d'exposition dédié à l'accélération de la transformation numérique en Afrique.

De nombreux leaders des industries de la télécommunication, des médias et de la technologie, comme MTN, Facebook et Google ont déjà confirmé la présence de leurs représentants pour cette édition 2017 d'AfricaCom.